



Territoires : les métiers de demain

Premières rencontres
GRIGNOLS (24), BORDEAUX (33)
10, 11 et 12 octobre 2007

Thème des journées Innovation territoriale et formations innovantes, anticipation

Durant l'année 2005, la délégation Aquitaine de la Fondation de France a prêté son concours à une large réflexion sur la notion de dialogue territorial et les besoins de compétences nouvelles imposés par les formes renouvelées de la gouvernance des territoires. La décentralisation et la démocratie de proximité mettent progressivement en scène un nouvel acteur, facilitateur du débat participatif. animateur et médiateur (dialogueur), son rôle est de favoriser l'émergence de projets locaux et leur mise en œuvre collective. Les premiers travaux ont donné lieu à la rédaction d'un ouvrage intitulé *La formation au dialogue territorial : quelques clés issues d'une réflexion collective* (éditions EDUCAGRI avril 2006)¹.

Dans le prolongement de cette initiative, nous proposons une réflexion ouverte aux acteurs du développement local, de la recherche et de la formation sur les profondes transformations du processus territorial induites par les récentes lois d'aménagement du territoire et de décentralisation. De nouvelles organisations se construisent, elles imposent l'anticipation dans le cadre des formations aux métiers du territoire : adaptation des contenus aux besoins de demain ; diversification des publics visés par les formations ; développement de la Formation Ouverte et A Distance (FOAD).

Les rencontres d'octobre s'appuient en particulier sur l'expérience de 7 années de fonctionnement de la licence professionnelle *Valorisation Animation et Médiation des Territoires Ruraux* dans laquelle sont impliqués, de près ou de loin, les organisateurs de la manifestation. L'ensemble des partenaires est invité à discuter de cette expérience et à contribuer aux productions des ateliers. Il s'agit de construire un réseau national d'échange sur cette question vive de l'adéquation à l'emploi des enseignements aux sciences territoriales. Ces journées devraient être suivies d'autres "rencontres nationales autour des métiers de la médiation territoriale" mettant en lien les formations, les parcours professionnels des formés et leurs parcours de vie.

¹ Direction de la publication : Philippe Barret et Pierre-Yves Guieneuf, association Geyser, Françoise Cauchois inspectrice de l'enseignement agricole, et Patrice Cayre, association Source, ENITA de Clermont-Ferrand.

Problématique des journées d'octobre 2007

L'université est aujourd'hui appelée à rapprocher ses missions des attentes de compétences professionnelles spécifiques et à s'ouvrir aux autres organismes de formation. La mise en place du LMD a fait passer de 2 à 3 le nombre minimum d'années d'études après le bac ; la demande de formation tout au long de la vie crée une situation nouvelle et une opportunité de diversification des publics. Ce contexte inédit se traduit par la demande massive d'inscription en 3^e année de Licence (L3) d'étudiants issus des classes BTS et des IUT et, dans le cadre de la formation continue, de publics déjà insérés dans le monde du travail. Il impose une adaptation des méthodes et de l'organisation des enseignements dans une institution où, même avec l'expérience des DESS et IUP, la structure en départements unidisciplinaires ne facilite pas la mise en œuvre de nouvelles formations ouvertes et pluridisciplinaires.

Sur le terrain, les changements rapides des modes de régulation des territoires appellent des compétences nouvelles : les opérateurs traditionnels de l'aménagement rural, issus des services déconcentrés de l'Etat (Agriculture et Equipement notamment), cessent de s'impliquer dans le projet local ; les constructions intercommunales récentes dessinent de nouvelles configurations d'acteurs, renforcent les besoins de consensus ; les arbitrages préfectoraux cèdent le pas aux négociations locales. L'injonction participative et l'irruption dans le jeu de nouveaux acteurs redessinent les contours du système de gouvernance territoriale dans les conseils de développement des pays par exemple. Dans le même temps, les outils destinés à favoriser la démarche collective changent : la réunion des propriétaires en mairie qu'organisait jadis le « remembreur » dans le cadre de l'aménagement foncier laisse par exemple place à une plate-forme Internet dans celui des documents d'objectifs Natura 2000. Ces mutations ne sont pas sans conséquences sur le projet. Elles appellent des compétences et une polyvalence qui n'existent pas encore et font émerger de nouveaux métiers dont les contours sont à peine ébauchés. Les besoins apparaissent très forts mais peu définis, nécessitant un engagement de la formation mais aussi de l'action et de la recherche.

L'expérimentation s'impose donc doublement, tant en raison du manque de précisions des contours de la demande que des nouveaux cadres de formation.

Les journées de travail d'octobre seront l'occasion de faire le bilan d'une démarche expérimentale, de la situer dans une offre générale de formation aux fonctions et métiers du territoire, de l'animation et de la médiation. Ces trois journées permettront également de mieux cerner les processus à l'œuvre, de définir les attentes sociales et de dessiner des cadres adaptés de formations.

Ces travaux s'inscrivent dans un large débat sur l'évolution des pratiques de l'ingénierie du développement des territoires dont les deux manifestations suivantes donnent la teneur : le séminaire organisé par l'INDL d'Agen sur le thème "commande publique, recherche et ingénierie territoriale" posait bien, les 8 et 9 mars 2006, la question de l'innovation territoriale et appelait la recherche et l'université à intervenir dans le processus territorial ; les premières assises de l'ingénierie territoriale tenues à Paris, le 4 juillet 2007, posaient, entre autre, le problème de l'adéquation des savoir-faire à l'évolution des enjeux en aménagement du territoire.

Organisation des journées

Nos travaux s'organisent en trois journées de séminaires et tables rondes. Les deux premières journées se tiendront en Dordogne au domaine des Chaulnes, à proximité de Périgueux. Elles feront le bilan des expériences et traceront des perspectives techniques de formation. La troisième journée se tiendra sur le campus universitaire de Bordeaux, à Pessac, on y traitera de la nécessité d'adapter les formations aux mutations territoriales et de la légitimité de ces adaptations face à la relative inertie des procédures de normalisation des métiers.

1^{ère} journée 10 octobre 2007, Les Chaulnes (24)

Séminaire : Le point de vue des animateurs du dialogue territorial

Animation : Ph. Barret (association Geysier)

Contribution : F. Cauchoux (Ministère de l'Agriculture), A. Blanc (LEGTA Périgueux), G. Motard (LEGTA Périgueux), D. Leyle (ADES-CNRS), L. Couderchet (UFR Géographie, Université de Bordeaux 3),

Les travaux de cette première journée s'appuient sur le résultat d'une enquête réalisée auprès des anciens étudiants de la licence professionnelle Valorisation Animation et Médiation des Territoires Ruraux (Université de Bordeaux 3, ENITA de Bordeaux et LEGTA de Périgueux) après sept années de fonctionnement. Les premiers retours de questionnaires montrent un bon taux d'emploi des anciens étudiants (84 %) dans des fonctions en rapport avec le territoire (70 %) et une bonne satisfaction vis-à-vis de la formation. La participation des anciens étudiants permettra à travers leurs positionnements et leurs apports dans les organisations territoriales, d'évaluer la pertinence de ce type d'expérience.

Des animateurs et des médiateurs issus d'autres parcours seront également invités. Leur témoignage permettra d'élargir la réflexion et de comparer les différentes formations. Par ailleurs, les résultats de la conférence de consensus, qui a débouché sur la publication du livre « La formation au dialogue territorial », constitueront une base essentielle de la réflexion à mener durant ces 3 journées.

L'ensemble de cette matière permettra de réfléchir aux contenus des métiers à mettre en place et à la manière dont les formations devraient évoluer. Il s'agira, notamment, de définir les évolutions de contenu et d'organisation nécessaires au niveau L3 ; les modalités de la formation, en présentiel ou à distance ; les attentes de compléments de formation au niveau Master (M2 principalement) sous forme diplômante ou qualifiante.

Programme

Public : Formateurs / Médiateurs

9h30 : ACCUEIL

Animation Philippe Barret (Association Geysier)

10h-12h30 : PLENIERE

Présentation d'une étude sur les parcours de vie d'animateurs-médiateurs du territoire à partir d'une enquête portant sur 210 anciens étudiants de la licence Pro VAMTR – Recherche conduite par le service formation continue de l'université Bordeaux 3.

Témoignage d'animateurs en charge de missions liées au dialogue territorial : analyse des métiers, des parcours, du vécu.

Formation à la gestion concertée des territoires -Fondation de France-

14h00-16h30 : ATELIERS

Travail en groupes sur les besoins de la profession

Atelier 1 : Adéquation des formations avec les besoins d'aujourd'hui et de demain ?

Atelier 2 : Quels dispositifs de formation ?

Atelier 3 : Valorisation des acquis et formations innovantes (VAP / VAE)

16h45-17h30 : PLENIERE

En fin de journée, la présentation des travaux des groupes sera suivie d'échanges et d'une synthèse.

2^{ème} journée -11 octobre 2008, Les Chaulnes (24),
Séminaire : Innovation territoriale, formations innovantes

Animation : H. Cazenabe (GRAINE Aquitaine), D. Paquelin (Formation Continue, Université Bordeaux3), J.F Pin (INDL),

Contribution : P. Cayre (Source, ENITA Clermont-Ferrand), Georges Dhers (Club Partenaires Pour Agir), M. Duféal (UFR Géographie, Université de Bordeaux 3), Cécile Verducci (AGRN)

La journée sera animée par l'Institut National du Développement Local, le GRAINE Aquitaine et le service de formation continue de l'université de Bordeaux 3. Elle mettra en présence des formateurs, des médiateurs territoriaux et des employeurs pour traiter des médias de l'animation territoriale et des médias de la formation.

Les technologies liées à Internet (TIC) sont aujourd'hui mises au service de l'animation territoriale. Cette nouvelle orientation se traduit par un double enjeu : l'enjeu technologique et l'enjeu constitué par l'impacts de ces nouvelles technologies sur le projet territorial.

Il s'agira en définitive de déterminer la place du virtuel dans le projet de territoire et dans le projet de formation. Les TIC répondent en effet à la demande de formation continue, mais peuvent-elles former au dialogue territorial ? On s'appuiera en particulier sur une étude prospective réalisée par le GRAINE Aquitaine et l'ENITA de Clermont-Ferrand (association Source) sur les possibilités et les limites de la formation à distance aux métiers de l'animation.

Programme

Public : Formateurs / Médiateurs / Employeurs

9h30 – 12h30 : PLENIERE

La journée commencera par une synthèse des travaux de la veille puis donnera la parole aux employeurs. On traitera des attentes de compétences et de savoir-être, on évaluera les formations avant de proposer des axes de formation continue ouverte et à distance.

14h00-16h30 : ATELIERS

L'après-midi sera organisée en trois ateliers :

Atelier 1 : Ingénierie de formation : Formation Ouverte et à Distance (FOAD)

Animation – J.F Pin (INDL), H. Cazenabe (GRAINE Aquitaine), D. Paquelin (Formation Continue, Université Bordeaux3), Patrice Cayre (ENITAC)

Atelier 2 : TIC et dialogue territorial

Animation: Marina Duféal (U. Bx3), Gilles Puel (U. Toulouse Mirail), Cécile Verducci (AGRN), Philippe Perperot (DDE 24)

Atelier 3 : Reconnaissance des statuts, légitimité des formations

Animation : Luc Greffier (IUT Bx3), Benoît Dinthillac (U. Bx3), Georges Dhers (Club Partenaires Pour Agir)

16h45-17h30 : PLENIERE

En fin de journée, la présentation des travaux des groupes sera suivie d'échanges et d'une synthèse.

3^{ème} journée , 12 octobre 2008, MSHA, Pessac (33)

Table ronde : Mutation des territoires, anticipation, innovation et formation professionnalisée

Organisation : X. Amelot, V. André, J.P. Augustin, L. Couderchet, M. Duféal, AF Hoyaux (UFR Géographie, Université de Bordeaux 3), H. Cazenabe (GRAINE Aquitaine)

A partir des travaux réalisés les deux premières journées, ce troisième temps de la manifestation doit ouvrir des perspectives plus larges sur les mutations territoriales, les besoins de compétences et de formations. La parole sera partagée entre des personnalités politiques, celles qui fixent le cap de la rénovation territoriale ; des acteurs institutionnels, de l'administration aux associations, ceux qui mettent en œuvre les politiques ; des chercheurs enseignants, observateurs des mutations territoriales, acteurs de la formation. L'objectif est bien sûr prospectif. L'ensemble des journées doit permettre de définir les stratégies de formation pour les années futures à l'intérieur d'un réseau d'établissements ainsi que les conditions de leur mise à distance.

De la transition au dialogue, du dialogue à l'innovation territoriale

(R)évolution politique

L'organisation et la gestion des territoires connaissent de profondes mutations. De nouvelles procédures de gouvernance (décentralisation, communautarisation) et de nouvelles configurations territoriales (Communauté de communes, d'agglomérations, Pays) se dessinent sous l'impact des idéologies territoriales récentes (subsidiarité, participation). Des acteurs inconnus jusque là émergent dans le débat public. Les mettre en relation avec les acteurs traditionnels nécessite des compétences inédites. Des missions et des emplois sont ainsi

proposés. Dans le même mouvement les collectivités territoriales délèguent une partie de leurs missions au secteur associatif qui se professionnalise.

(R)évolution technologique

Le poids grandissant d'Internet dans le processus d'animation, de communication et de médiation territoriales est un enjeu fondamental pour le territoire. Ce phénomène s'inscrit dans le prolongement des bouleversements liés à la généralisation de l'information géographique numérique dans la gestion territoriale. Ces mutations technologiques ne sont pas neutres et leurs effets sur la nature même du projet territorial sont encore mal connus. Dans le flou, les collectivités territoriales mettent pourtant en place des missions et créent des emplois dans le domaine des TIC. Ce contexte offre de nouveaux objectifs de recherche et de nouveaux champs à investir sur les rapports entre TIC et démocratie locale, TIC et formation.

Innovation anticipation, rapport acteur chercheur, quelles Légitimités des formations ?

La formation se trouve confrontée à un double problème de légitimité.

Vis-à-vis de la demande

Alors qu'une compétence territoriale transcendant les savoirs sectoriels est essentielle, elle ne trouve pas sa place dans la hiérarchie des organisations. Une question fondamentale se pose donc : peut-on former des professionnels dans le domaine de l'innovation territoriale quand les emplois correspondants ne rentrent pas dans les répertoires métiers ?

Au-delà de cette question, vers quel type de formation allons-nous ? Formation technique ou formation professionnelle ? S'agit-il de former à un métier précis, à des acquis très spécifiques ? De former à un faisceau de compétences professionnelles en constante évolution ? Ou enfin de former à la capacité d'adaptation et de mobilisation ? Quelle place donner à la formation tout au long de la vie dans ce contexte ? Sous quelle forme ?

Vis-à-vis des instances d'évaluation

Comment situer la formation dans le domaine de l'innovation territoriale au sein de l'université et par rapport aux cadres de l'évaluation ?

Est-il légitime de former des professionnels dans le domaine de l'innovation territoriale qui n'apparaît pas dans les répertoires métiers ? Les nouveaux professionnels du développement territorial local peuvent-ils être rattachés à des conventions collectives existantes ? Quel est leur statut ? Sur quelles grilles peuvent-ils s'inscrire ?

Conclusion

Face à l'injonction actuelle du politique à la professionnalisation de l'université et à l'efficacité immédiate de la recherche, les formations "professionnalisantes" peuvent apparaître comme une interface entre recherche et action. Elles instaurent le dialogue entre les acteurs du territoire et les chercheurs dans une démarche d'anticipation.

Programme

Public : Formateurs / Médiateurs / Employeurs / Décideurs

9h30 – 12h30 : PLENIERE

9h30 – 10 h accueil

10 h 10 h 30 Introduction : Université de Bordeaux 3, ENITA, Fondation de France, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine

10 h 30 11 h Synthèse des 2 jours de travail

D. Paquelin (Formation Continue, Université Bordeaux 3), Philippe Barret (Association Geysler)

11 h 12 h 30 **De la transition au dialogue, du dialogue à l'innovation territoriale**

Martin Vanier (U. Grenoble 1), Alain Marois (CG33) sous réserve, Christophe Bouneau (Université Bordeaux 3) sous réserve

Animateur – Modérateur : G. Di Méo (ADES CNRS)

Témoin sur la question des outils numériques : G. Puel (U. Toulouse Mirail)

14h00 – 16h30 : PLENIERE

14h 15h 30 **Innovation anticipation, rapport acteur chercheur, quelles légitimités des formations ?**

S. Lardon (ENGREF Clermont Ferrand), G. Labazée (CR Aquitaine), J.F. Pin (INDL)

Animateur – Modérateur : J.P. Augustin (U. Bordeaux 3)

15h 45 16h 30

Débat : animation G. Di Méo (ADES CNRS), J.P. Augustin (U. Bordeaux 3)

Bilan : M. Vanier (U. Grenoble 1)

Résultats attendus, productions

L'ensemble des travaux doit permettre de mieux situer les offres de formation (LP et M) les unes par rapport aux autres dans l'offre nationale de formations aux métiers du territoire.

Il doit permettre de dégager une ligne claire concernant les profils auxquels sont formés les étudiants et de renforcer la légitimité de formations innovantes à l'animation et à la médiation territoriale.

Cette rencontre devrait être suivie d'autres manifestations, consacrées aux métiers du territoire à l'intérieur d'un réseau élargi.

Les journées feront l'objet de contributions et de synthèses qui seront réunies dans un ouvrage collectif.

A l'issue des travaux, nous engagerons la construction d'une maquette de formation à distance à l'innovation territoriale.

Organisation

ADES-CNRS, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, AGRN, Clubs Partenaires pour agir, ENITA de Bordeaux, ENITA de Clermont-Ferrand (Association Source), Fondation de France, Association Geysier, GRAINE Aquitaine, INDL Agen, LEGTA de Périgueux, Université de Bordeaux 3 (UFR Géographie & Aménagement, Formation Continue),

Participation

Chambre régionale d'agriculture Aquitaine, Conseil Général de la Dordogne, Conseil Général de la Gironde Conseil Régional d'Aquitaine (Délégation du Développement des territoires et politiques contractuelles), DRAF Aquitaine, DDE 24, DIACT, ENGREF Clermont-Ferrand, IFREE, Pays de l'Isle en Périgord, Pays et Quartiers d'Aquitaine, PNR Périgord-Limousin, UNADEL, UNCPPIE, Université de Grenoble 1, Université Toulouse Le Mirail.

Contact :

Laurent Couderchet (UFR Géographie & Aménagement, Université Bordeaux 3)
lcouderc@u-bordeaux3.fr